



Mercredi le 2 septembre 2026

Aux cheffes et chef de parti

- Madame Christine Fréchette, première ministre et cheffe
- Madame Ruba Gazhal
- Monsieur Paul St-Pierre-Plamondon
- Monsieur Charles Milliard
- Monsieur Éric Duhaime

Objet : Élections 2026 — Où sont les personnes ayant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme dans vos priorités?

Madame, Monsieur, cheffe et chef de parti,

La campagne électorale est commencée. Les chefs et cheffes de parti présentent leurs priorités, leurs engagements et leur vision du Québec de demain.

Mais une question nous préoccupe profondément :

Où sommes-nous les personnes ayant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme dans ce débat?

Nous entendons parler d'économie, de santé, d'éducation, de transport, de coût de la vie et de nombreux autres enjeux. Pourtant, derrière chacun de ces dossiers se trouvent des milliers de citoyens qui vivent quotidiennement des obstacles supplémentaires simplement parce qu'ils ont une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme.

À **La Gang à Rambrou**, nous côtoyons chaque jour ces personnes. Nous sommes témoins de leur potentiel, de leurs talents, de leur créativité et de leur désir de participer pleinement à la société.

Nous sommes également témoins des barrières qui persistent.

Nous refusons que, nous, citoyens devenons les grands oubliés de vos campagnes.

Nous vous demandons donc de répondre clairement à cinq enjeux qui nous touchent directement et impactent sur notre autonomie, notre dignité et notre participation citoyenne.



1. Des organismes suffisamment financés pour offrir des services équitables

Les organismes qui nous accompagnent, nous, les personnes ayant une DI ou un TSA jouent un rôle essentiel auprès de nous. Pourtant, plusieurs doivent composer avec un financement insuffisant et une précarité qui menace leur capacité à offrir des services de qualité.

Question :

Quelles mesures concrètes votre parti entend-il mettre en place pour rehausser et stabiliser le financement des organismes afin que les personnes ayant une DI ou un TSA aient accès à des services équitables, accessibles et de qualité?

2. Le droit à l'éducation et à la formation

L'éducation ne devrait pas s'arrêter parce qu'une personne a une déficience intellectuelle ou un TSA.

Ces personnes ont le droit d'apprendre, de développer leurs compétences, de découvrir leurs talents et de poursuivre leur cheminement.

Question :

Quelles réformes votre parti propose-t-il pour améliorer l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et au développement des compétences pour ces citoyens?

3. Le droit au travail

Le travail ne devrait pas être considéré comme un privilège réservé à certains.

Nous, les personnes ayant une DI ou un TSA pouvons contribuer à la société, développer des compétences et occuper des emplois significatifs lorsque nous bénéficions de conditions et d'accompagnement nécessaires.

Question :

Quelles mesures concrètes votre parti prendra-t-il pour augmenter l'accès à de véritables emplois, favoriser l'embauche et assurer l'accompagnement nécessaire au maintien en emploi?



4. Un transport réellement accessible et abordable

L'autonomie est impossible sans possibilité de se déplacer.

Un transport qui existe sur papier, mais qui demeure difficile d'accès, trop coûteux ou mal adapté aux réalités des personnes ayant une DI ou un TSA, ne constitue pas une véritable accessibilité.

Question :

Comment votre parti compte-t-il améliorer l'accès au transport adapté et en réduire les obstacles financiers et pratiques afin de permettre aux personnes concernées de participer pleinement à la vie sociale, éducative et professionnelle?

5. Le coût de la vie et l'autonomie financière

Pour une personne qui dispose de revenus limités, chaque augmentation du coût du logement, de l'alimentation, du transport ou des services essentiels peut entraîner des conséquences considérables.

Question :

Quelles mesures spécifiques votre parti propose-t-il pour que les personnes ayant une DI ou un TSA puissent faire face à l'augmentation du coût de la vie et maintenir une qualité de vie et une autonomie dignes?

Nous vous demandons de nous répondre

Nous ne vous demandons pas simplement de reconnaître ces enjeux.

Nous vous demandons des engagements.

Nous souhaitons connaître les mesures que votre parti entend mettre de l'avant, les objectifs que vous vous fixez et les moyens que vous comptez consacrer à leur réalisation. Nous ne demandons pas la charité.

Nous demandons les mêmes possibilités que les autres citoyens : apprendre, travailler, se déplacer, choisir, participer et vivre dignement.

Nous avons des talents.

Nous avons des projets.

Nous avons des opinions.

Nous avons des rêves.

Et nous avons le droit d'être entendus.



Nous croyons qu'une société véritablement inclusive se mesure notamment à la place qu'elle accorde aux personnes qui ont besoin d'un soutien différent pour exercer pleinement leurs droits.

À l'approche du scrutin, nous invitons donc tous les chefs de parti à faire de ces enjeux une partie intégrante du débat électoral et à répondre publiquement à nos cinq questions.

Parce qu'une société qui se veut inclusive ne peut pas laisser des milliers de citoyens à l'extérieur de ses priorités.

Nous espérons pouvoir compter sur votre réponse.

Respectueusement,

Le comité des droits des usagers

Raphaël Barcello

Barcello, Raphaël

Simon-M-T

Marcotte-Tremblay, Simon

Angel Sommer

Sommer-Gonzalez, Angel

Sylvie Vézina

Vézina, Sylvie

Sacha Dodier

Dodier, Sacha

Félix Rousseau

Rousseau, Félix

Laura Schétagne

Schétagne, Laura

Camille Vincent

Vincent, Camille

Pour que chaque personne puisse avoir sa place.

Pour que chaque voix compte.

Pour que l'inclusion ne soit pas seulement un discours électoral, mais une véritable priorité politique.